

Édition 2010

Guide de la protection sociale



Comité de Coordination des CCAS
Département de la Seine-Saint-Denis
19, rue de la République
93100 La Plaine Saint-Denis
www.ccas.fr



Édito

› La réponse à la crise ? Des droits solidaires et collectifs renforcés !

Plus que jamais, nous faisons le pari du renforcement des droits et garanties collectives.

Dans un contexte d'accroissement de la crise, gouvernement et Medef font payer la facture aux salariés : chômage, précarité, exclusion, casse des acquis sociaux et des services publics... le tout accompagné de discours déviants sur la sécurité et l'identité nationale pour mieux brouiller les véritables enjeux de société. C'est ainsi que le concept de solidarité intergénérationnelle est détourné vers l'individuel, l'assistance et le caritatif qui évacuent la notion de droit.

A contrario, à l'accès aux droits fondamentaux : travail et emploi, logement, protection sociale, santé, éducation, formation, culture, vacances et loisirs, nous associons le « mieux vivre ensemble » par le lien social, l'écoute, l'accompagnement.

En ce sens, nous sommes résolument accrochés à la réussite de la transformation de nos activités sociales et de santé parce qu'elle privilégie la proximité, la participation, la mise en œuvre d'expérimentations et d'actions innovantes : garde d'enfant dont nous revendiquons l'extension jusqu'à six ans, nouvelle offre IDCP en prolongement de la prévoyance de branche, couverture supplémentaire maladie pour les actifs et les pensionnés en cours de négociation, etc.

Notre démarche est de proposer une protection sociale élargie : santé, dépendance, prévoyance, obsèques, assurances de biens et de personnes, activités et actions sociales, pour les actifs, les pensionnés, des premiers pas dans l'activité professionnelle et pour toute la vie.

Certes, il reste encore à construire, en soulignant que les acquis actuels et à venir, sont le fruit de la détermination des salariés, du rapport de force, des luttes, des négociations !

Cette édition 2010 a pour but d'améliorer votre information pour mieux faire valoir vos droits, qu'il s'agisse de droits « sécurité sociale », statutaires : activités sociales, branche et entreprise.

N'hésitez pas à vous rapprocher de votre SLVie ou de votre CMCAS et son réseau solidaire qui sont à votre disposition.

Emmanuel Seignez
Président de la commission Action sanitaire et sociale et santé

Sommaire

Édito	1
--------------------	---

Aides, mode d'emploi	4
-----------------------------------	---

Vos interlocuteurs

Les CMCAS (caisses mutuelles complémentaires et d'action sociale)	6
La Camieg (caisse d'assurance maladie des industries électrique et gazière)	7
La CNIEG (caisse nationale des industries électrique et gazière)	8
La Mutieg (mutuelle des industries électrique et gazière)	9
Cilgère	10

Aides à la famille et à la personne

Aide au congé de solidarité familiale	11
Aide au congé de soutien familial	12
Aide solidarité des CMCAS	12
Auxiliaire de vie / aide ponctuelle	13
Baisse de revenu	13
Garde d'enfant, Cesu préfinancé petite enfance	14
Indemnité de moyens d'existence	14
Numéro vert social	15
Prestations familiales extra-légales	15
Soutien scolaire	15
Téléassistance / téléinformation	16
Prestations de la Caisse d'allocations familiales / enfance et famille / solidarité et insertion	16
Dispositions statutaires. Avantages familiaux / congés spéciaux dits d'ordre familial / hors accident du travail et maladie professionnelle / absence pour convenance personnelle / absence de courte durée des mères de famille, des femmes enceintes et des mères allaitant leur enfant / absence à l'occasion de la rentrée scolaire	17

Assurance et prévoyance

Assistance famille en cas d'accident. IDCP	19
Décès accidentel et/ou infirmité partielle ou totale accidentelle. IDCP	20
Décès toutes causes. IDCP	20
Dépendance	21
Hospitalisation par suite d'accident. IDCP	21
Invalidité de l'agent assuré. IDCP	22
Obsèques	22
Rente temporaire d'éducation. IDCP	23
Rente viagère de conjoint. IDCP	23
Sports d'hiver et loisirs à la montagne	24
Survenance d'un handicap. IDCP	25
Dispositions statutaires. Invalidité	26
Dispositions statutaires. Prestations décès complémentaires (accord de branche du 27 novembre 2008)	26

Handicap

Aide ménagère pour agent en activité	27
Aide mensuelle à l'enfant handicapé	27
Aide ponctuelle	28
Amélioration de l'habitat	28
Mobilité et autonomie	29
Psychomotricité	29
Téléassistance / téléinformation	29
Placement des bénéficiaires en situation de handicap	30
Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)	30
1 % logement	31
Aide de l'employeur (via la commission d'attribution) pour compenser les frais liés au handicap	31
Les prestations de la Caisse d'allocations familiales	32
Dispositions statutaires. Absence des parents d'enfants handicapés	32

Hospitalisation

Chambre particulière	33
Forfait hospitalier	33
Garde à domicile	33
Incapacité temporaire	34
Lit d'accompagnement	34

Logement

Accession. 1 % logement	35
Aide exceptionnelle au logement (accord EDF SA)	35
Amélioration de l'habitat	35
Location. 1 % logement	36
Mobilité. 1 % logement	36
Salariés en difficulté. 1 % logement	36
Travaux. Prêt Pass-travaux. 1 % logement	37
Les prestations de la Caisse d'allocations familiales	37
Dispositions statutaires. Accession à la propriété	38
Dispositions statutaires. Aides à la mobilité	38
Dispositions statutaires. Autres	38

Pensionnés

Aide ménagère à domicile	39
Amélioration de l'habitat	40
Don au centenaire	40
Garde à domicile	41
Hébergement temporaire	41
Secours à l'hébergement	42
Téléassistance / téléinformation	42

Vacances

Affectation prioritaire	43
Affectation vacances pour personne à mobilité réduite. Code violet	43
Alzheimer, séjour malade et aidant	44
Séjours bleus	44
Séjours en famille avec moments d'accompagnement	45
Séjours pluriels, adultes	45
Séjours pluriels, enfants	46
Séjours soutien temporaire	46

Vos CMCAS	47
-----------------	----

Aides mode d'emploi

Vous avez entre les mains le guide pratique 2010 de vos droits en matière de protection sociale, que vous soyez salarié ou pensionné de IEG. Ces aides et prestations sont classées en sept rubriques et détaillées par ordre alphabétique. Chaque aide est décrite selon le même schéma : définition, qui peut en bénéficier ?, montant ou participation. Il peut arriver que l'on retrouve une même aide dans plusieurs rubriques. Détaillée une fois, elle sera ensuite signalée par un renvoi. À la fin de chaque rubrique, s'il y a lieu, le lecteur trouvera mentionnées pour mémoire, les prestations de la Caisse d'allocations familiales auxquelles il peut prétendre ainsi que les dispositions statutaires de branche, d'entreprise.

› **Comment obtenir davantage de renseignements ?**

Pour en savoir plus sur les aides répertoriées, il ne faut pas hésiter à s'adresser à sa SLVie ainsi qu'aux agents bénévoles du réseau solidaire mis en place par les CMCAS. Chaque bénéficiaire peut faire appel au technicien accueil conseil (TAC) de sa CMCAS dont le rôle est de renseigner et de conseiller (voir liste et coordonnées des CMCAS p. 47-48). Auprès de sa SLVie ou de sa CMCAS, le bénéficiaire peut se procurer les coordonnées d'un(e) assistant(e) social(e) statutaire qui pourra l'aider et le conseiller dans sa démarche.

› **Constituer un dossier**

Parmi les éléments utiles pour constituer une demande d'aide, il y a d'abord l'imprimé de demande d'aide, le dernier avis d'imposition pour le calcul du barème, les derniers bulletins de salaire ou de pension. Pour toute aide concernant les enfants (jusqu'à 26 ans), pensez à vous munir d'un certificat de scolarité. Pour toute aide concernant les personnes en situation de handicap, un certificat délivré par la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) sera nécessaire. En cas de difficulté, la SLVie ou le technicien accueil conseil est à votre disposition pour vous aider à monter un dossier. Outre les activités sociales et le fonds du 1 %, plusieurs aides sont disponibles auprès d'organismes tels que Cilgère, la Mutieg, la Camieg, la CNIEG. Elles sont également répertoriées dans ce guide et dans le statut national des IEG.

› Ce qu'il faut savoir

Pour bénéficier d'un droit non couvert par les IEG, adressez-vous à la Caisse d'allocations familiales de votre département muni d'une attestation de l'employeur précisant qu'il ne vous verse pas cette prestation. Pour les conjoint(e)s, c'est leur régime compétent qui assure ces prestations et, bien souvent, il s'agit du régime général, donc la CAF. Toutes les prestations actuellement en cours sont répertoriées à chaque fin de rubrique, s'il y a lieu. ■

Les aides et les prestations sociales délivrées par les CMCAS, pour ne pas être considérées comme des compléments de salaire (soumis à cotisation et fiscalisation), font l'objet, lors de leur attribution, d'une proposition motivée de la commission solidarité de votre CMCAS et d'une validation par son CA. Certaines d'entre elles sont susceptibles d'être modifiées en fonction de l'évolution de la réglementation en matière d'action sanitaire et sociale et des accords de branche en cours de négociation concernant notamment la couverture supplémentaire maladie.

Pour tout renseignement, vous pouvez contacter votre SLVie ou CMCAS (voir liste p. 47-48) ou aller sur **www.ccas.fr**.



© iStockphoto

Vos interlocuteurs

■ Les CMCAS

Les activités sociales répondent via leur réseau de SLVie et de CMCAS aux besoins de l'ensemble du personnel de la branche des IEG et de leurs familles en matière de vacances, de loisirs, de culture, de solidarité et d'action sanitaire et sociale. L'égalité de traitement, la solidarité, la justice, la démocratie constituent les principes fondateurs de leur approche. Elles ont pour objectif de contribuer au bien-être social et à la santé des agents.

› Les CMCAS assurent les missions suivantes :

- accueillir les bénéficiaires et assurer le lien social notamment avec les personnes âgées malades et/ou handicapées,
- recenser les besoins de tous les bénéficiaires et engager des actions y répondant le mieux possible de façon cohérente et efficace,
- agir pour le droit à la santé, dans le monde du travail comme dans la vie privée, par l'éducation et la prévention,
- promouvoir la solidarité et développer l'action sanitaire et sociale,
- permettre l'accès à la culture, à la diffusion culturelle et à la connaissance par la voie de l'éducation populaire,
- favoriser l'accès aux vacances, aux loisirs, aux activités physiques et sportives pour tous.

› La section locale de vie (SLVie)

Les SLVie représentent les structures de proximité des activités sociales ; elles sont réparties sur l'ensemble du territoire. Leurs correspondants assurent la liaison entre bénéficiaires et CMCAS pour toutes les activités sociales et notamment l'action sanitaire et sociale. Ils vous renseignent, vous accompagnent dans vos démarches. Ils instaillent du lien social et animent un réseau solidaire d'agents bénévoles.

■ La Camieg

Créée par décret le 30 mars 2007, la caisse d'assurance maladie des industries électrique et gazière (Camieg) assure la gestion du régime spécial d'assurance maladie maternité des IEG obligatoire. Elle protège les agents des IEG en activité, les pensionnés de tous ordres, le personnel conventionné CCAS ainsi que leurs ayants droit, sous condition de ressources et de régime maladie d'affiliation.

› **Organisme de Sécurité sociale, la Camieg assure :**

- les prestations en nature d'assurance maladie et maternité dont le remboursement comporte à la fois la part due au titre du régime général et la part due au titre du régime complémentaire : pour les agents en activité de service, les titulaires d'une pension des IEG (vieillesse, invalidité, réversion ou orphelin du régime spécial de retraite des IEG prévue par l'article 23 du statut national),
- les prestations en nature du régime complémentaire pour les ayants droit à faible ressource (< 130 fois le smic horaire) et, pour les enfants jusqu'à 26 ans, sous conditions.

› **La Camieg remplit cinq missions :**

- gestion des droits de l'ensemble de la population couverte et traitement des demandes de remboursement (papier et/ou internet),
- accueil téléphonique des bénéficiaires et des professionnels de santé,
- promotion d'une politique de santé par la prévention et l'éducation,
- promotion des dispositifs d'accès aux soins,
- maintien de l'équilibre financier du régime complémentaire.

› **Elle met à disposition des bénéficiaires :**

des antennes locales pour l'accueil physique des bénéficiaires et la promotion des actions de prévention et d'éducation à la santé : Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Villeurbanne.

› **Pour contacter la Camieg :**

- par courrier : Camieg - 92011 Nanterre Cedex.
- par courriel : contact@camieg.org
- par téléphone : 0 811 709 300. Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 17 h.
- **www.camieg.fr**

Pour permettre le traitement de votre demande, précisez dans tout message : votre numéro de Sécurité sociale, vos nom et prénom, qui est le bénéficiaire concerné par la demande, la date des soins en cas de réclamation sur un remboursement.

■ La CNIEG

La caisse nationale des industries électrique et gazière (CNIEG) a vu le jour en 2008. Organisme de Sécurité sociale de droit privé, la CNIEG assure la gestion du régime spécial d'assurance vieillesse, invalidité, décès, accidents du travail et maladies professionnelles des industries électrique et gazière (IEG).

› La CNIEG remplit quatre missions :

- elle suit la carrière des affiliés au régime de retraite des IEG, depuis leur embauche jusqu'à la liquidation de leur régime de pension,
- elle liquide et verse les pensions dues aux ouvriers droit et les pensions de réversion, les avantages familiaux des pensionnés prévus par le statut national des IEG ainsi que les prestations familiales légales par délégation de la Caisse nationale d'allocations familiales,
- elle évalue les engagements de retraite des entreprises de la branche professionnelle et en suit la couverture financière,
- elle veille à l'équilibre financier du régime et recouvre les recettes destinées au financement des prestations qu'elle sert : cotisations sociales, contribution tarifaire d'acheminement (CTA), contributions des employeurs, flux financiers avec les régimes de droit commun (CNAVTS, ARRCO, AGIRC). Elle gère l'adossé à ces régimes dans le cadre des conventions financières conclues avec eux en 2005,
- sur son site (www.cnieg.fr), la CNIEG présente un « espace réglementaire » permettant aux agents de comprendre la nouvelle réglementation ; un autre espace propose un outil de simulation de pension individualisée « Ma Simul'Pension » qui intègre automatiquement les éléments de la carrière déjà accomplie par l'agent dans les IEG.

› Pour contacter la CNIEG :

- par courrier : CNIEG - 20, rue des Français Libres - 44200 Nantes.
- par téléphone : 02 51 17 51 10.
- **www.cnieg.fr**



© iStockphoto



© iStockphoto



© iStockphoto

■ La Mutieg

Créée en 2007 à l'initiative des fédérations syndicales représentatives, le Comité de coordination des CMCAS, la Fédération des mutuelles de France (FMF) et la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), la mutuelle des industries électrique et gazière (Mutieg) renforce la protection sociale maladie des agents et de leurs familles. La Mutieg contribue au développement de la solidarité mutualiste au sein des industries électrique et gazière.

› La Mutieg propose quatre prestations surcomplémentaires différentes :

- Socle
- Souplesse
- Équilibre
- Confort

Chaque formule permet de diminuer les sommes restant à la charge des agents après le remboursement Camieg. La garantie Socle est accessible sans délai de carence. La cotisation est proportionnelle aux salaires et pensions. (Ces mesures sont susceptibles d'évoluer en fonction des négociations de branche en cours sur la couverture supplémentaire maladie.)

› Comment adhérer ?

Contactez votre SLVie ou CMCAS.

› Pour contacter la Mutieg :

- par courrier : Mutieg - 37, rue de Châteaudun 75009 Paris.
- par courriel : infos@mutieg.fr
- par téléphone : 01 58 05 10 40.
- www.mutieg.fr

Pour permettre le traitement de toute demande, précisez votre numéro d'adhérent dans tout message.



© iStockphoto



© stock.xchng

■ Cilgère

Cilgère est un collecteur agréé qui peut recueillir et gérer les fonds 1 % logement ou participation des entreprises au logement des salariés. Son objectif est d'aider les salariés à mieux se loger.

Cilgère développe des services aux particuliers et peut apporter son concours financier dans certaines circonstances. Grâce à ses treize implantations, l'organisme couvre l'ensemble du territoire métropolitain.

› Les métiers de Cilgère :

- trouver une location,
- obtenir le meilleur financement immobilier,
- accéder à la propriété,
- réaliser des travaux,
- adapter le logement aux besoins d'une personne handicapée,
- faire face à des difficultés financières,
- accompagner la mobilité professionnelle.

› Pour contacter Cilgère :

www.cilgere.fr ■



© iStockphoto



© iStockphoto

Aides à la famille et à la personne

■ Aide au congé de solidarité familiale

› Définition

Congé sans solde, le congé de solidarité familiale permet d'accompagner un proche dont le pronostic vital est en jeu. D'une durée de trois mois, renouvelable une fois, ce congé, de droit, est accordé par l'employeur sur certificat médical du médecin traitant.

› Qui peut en bénéficier ?

Chaque ouvrant droit et ayant droit sur présentation de la notification reçue de l'employeur stipulant l'accord de congé de solidarité familiale.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Indemnité mensuelle versée par votre CMCAS jusqu'à concurrence de 50 % du salaire.



© iStockphoto



© Didier Delaine / CCAS

■ Aide au congé de soutien familial

› Définition

Accordé par l'employeur aux salariés justifiant d'une ancienneté minimale de deux ans dans l'entreprise et qui souhaitent suspendre leur contrat de travail pour s'occuper d'un proche gravement malade. Ce congé ne peut excéder une année pour l'ensemble de la carrière professionnelle.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les ouvriers droit désireux de s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie particulièrement grave. Dès lors que les conditions sont remplies, ce congé, non rémunéré, est de droit pour les salariés qui en font la demande.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Indemnité mensuelle versée par votre CMCAS jusqu'à concurrence de 50 % du salaire mensuel.

■ Aide solidarité des CMCAS

› Définition

Au-delà des aides nationales que les CMCAS appliquent dans le cadre de l'égalité de traitement, votre CMCAS développe des actions et des aides de solidarité de proximité, personnalisées, adaptées à chaque situation sociale spécifique. Ces aides, prêt d'honneur, aide solidarité, ont un caractère ponctuel et social.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les bénéficiaires des activités sociales.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Sur proposition du bureau de la SLVie, après avis de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.



© iStockphoto



© iStockphoto



© iStockphoto

■ Auxiliaire de vie / aide ponctuelle

› Définition

L'auxiliaire de vie apporte son aide aux personnes fragilisées qui ne parviennent plus à effectuer par elles-mêmes les gestes de la vie quotidienne. Elle effectue les travaux d'entretien courant du logement, les courses, la confection des repas, les soins (toilette, lever et coucher, prise de médicament). Pour une incapacité temporaire, le plafond atteint 40 heures par année civile. Pour une incapacité relevant de la liste des affections de longue durée (ALD), ou un traitement répétitif, une aide de 8 heures par traitement peut être attribuée.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit actifs et pensionnés de moins de 55 ans. Les conjoints sans activité professionnelle ou disposant de faibles ressources (< 130 fois le smic horaire).

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Cette prestation est soumise à condition de ressources. Son montant dépend également d'un barème en vigueur disponible auprès de votre SLVie ou CMCAS.

■ Baisse de revenu

› Définition

Limiter les conséquences d'un changement subi.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit et ayants droit se retrouvant dans l'une des situations suivantes : licenciement du conjoint, chômage partiel, temps partiel imposé par l'employeur.

› À quelle(s) condition(s) ?

Lorsque ces nouvelles situations réduisent les revenus salariaux de 15 % au moins sur une période consécutive de six mois (hors départ à la retraite, perte d'astreinte, congé sabbatique).

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Selon barème en vigueur après avis de la commission solidarité de votre CMCAS et validation de son conseil d'administration.

■ Garde d'enfant, Cesu préfinancé petite enfance

› Définition

Aide aux frais de garde des enfants, déductibles fiscalement, qu'il s'agisse d'une garde occasionnelle, de baby-sitting, d'un accompagnement à une activité périscolaire ou d'une garde partagée à domicile, en crèche, dans une halte-garderie.

› Qui peut en bénéficier ?

Les salariés des entreprises signataires de l'accord « Cesu petite enfance » et ouvrants droit aux activités sociales de la branche IEG dont les enfants sont âgés de 3 mois à 3 ans ou de 3 mois à 7 ans pour les enfants en situation de handicap.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

www.cesu-petite-enfance.fr

› Montant de l'aide

Pour un enfant, le montant peut atteindre 2 000 €/an :

- 568 € à la charge du bénéficiaire,
- 568 € pris en charge par le comité de coordination des CMCAS,
- 864 € pris en charge par l'employeur.

Pour deux enfants et plus, le montant peut atteindre 2 555 €/an :

- 725,62 € à la charge du bénéficiaire,
- 725,62 € pris en charge par le comité de coordination des CMCAS,
- 1 103,76 € pris en charge par l'employeur.

■ Indemnité de moyens d'existence

› Définition

Secours destiné à compenser tout ou partie de la perte de salaire subie par un agent placé en longue maladie au-delà de trois ans et jusqu'à la cinquième année au plus.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout agent statutaire et conventionné sans condition de ressources.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

N'excède pas 50 % du salaire durant deux années maximum après étude et décision du conseil d'administration de votre CMCAS. Au-delà, le bénéficiaire est pris en charge par la CNIEG.

■ Numéro vert social 0 800 94 59 65

› Définition

Écouter et répondre aux préoccupations de bénéficiaires en difficulté sociale.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les bénéficiaires des activités sociales, actifs et pensionnés. L'écouter transfère la demande du bénéficiaire vers la CMCAS qui active son réseau solidaire ou vers les structures idoines au sein des organismes sociaux. En fonction du problème identifié, il peut aussi demander l'intervention de services externes compétents.

■ Prestations familiales extra-légales

› Définition

Aides prenant le relais des prestations familiales légales lorsque ces dernières ne sont plus versées.

› Qui peut en bénéficier ?

Les agents statutaires et conventionnés en activité ou pensionnés, le parent, hors industries électrique et gazière ayant la charge effective des enfants, apprentis, étudiants ou à la recherche d'un emploi.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestations soumises à conditions d'âge et de ressources. Barème disponible auprès de votre SLVie ou CMCAS.

■ Soutien scolaire

› Définition

Aide personnalisée pour les élèves ayant besoin d'une mise à niveau ou d'un complément d'enseignement du type aide au devoir dans le cadre du partenariat avec Domicours uniquement. Cette aide concerne des cours individuels à domicile. Elle est plafonnée à 20 heures par année scolaire et par enfant.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout parent dont le ou les enfants, ayants droit de 6 à 20 ans, sont scolarisés en primaire et/ou secondaire.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Calculé en fonction du coefficient social de chaque ouvrant droit.

■ Téléassistance / téléinformation

› Définition

Système d'appel à distance permettant un signalement ou une assistance à distance en cas de difficulté et/ou système audio permettant un échange vocal avec la CMCAS. Ce dispositif favorise la tranquillité et la sécurité des bénéficiaires et de leurs proches.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit ou conjoints ayants droit et enfants (mineurs ou majeurs) à charge des parents, les ascendants.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Trois mois de location gratuite, puis aide éventuelle soumise à condition de ressources et à l'étude de la situation sociale.

■ Prestations de la Caisse d'allocations familiales

Pour bénéficier d'un droit non couvert par les IEG, il faut s'adresser à la CAF de son département, muni d'une attestation de l'employeur précisant qu'il ne verse pas cette prestation.

› Enfance et famille

- prestation d'accueil du jeune enfant : prime à la naissance, allocation de base, complément de libre choix du mode de garde, complément de libre choix d'activité
- allocations familiales à partir de 2 enfants [à noter qu'il existe une allocation spécifique pour enfant unique qui est propre aux activités sociales à partir de 18 ans]
- complément familial à partir de 3 enfants
- allocation de rentrée scolaire pour les enfants de 6 à 18 ans
- allocation journalière de présence parentale
- allocation de soutien familial
- recouvrement des pensions alimentaires
- assurance vieillesse des parents au foyer.

› Solidarité et insertion

- assurance vieillesse des parents au foyer
- allocation de parent isolé
- revenu minimum d'insertion
- prime de retour à l'emploi
- prêt jeunes avenir pour les 18-25 ans ou les apprentis à partir de 16 ans, via un prêt à taux zéro d'un montant de 5 000 € maximum, remboursable entre 24 et 60 mois
- revenu de solidarité active (RSA).

DISPOSITIONS STATUTAIRES

› Avantages familiaux

Les agents statutaires et conventionnés bénéficient des dispositions suivantes :

- pour leur mariage, une indemnité égale à 2 mois de leur salaire ou traitement respectif ;
- à la naissance d'un enfant, outre les allocations prénatales légales, une indemnité également basée sur le salaire ou traitement mensuel de l'ayant droit, de l'ordre indiqué : 1^{er} enfant : 100 % du salaire ou traitement mensuel, 2^e et 3^e enfant, pour chacun : 150 % dudit salaire ou traitement mensuel, 4^e enfant et suivants, pour chacun : 200 % dudit salaire ou traitement mensuel ;
- indemnité compensatrice de frais d'étude (ICFE).

› Congés spéciaux dits d'ordre familial

- mariage de l'agent : 6 jours ouvrables ;
- mariage d'un enfant de l'agent : 2 jours ouvrables ;
- naissance d'un enfant : 4 jours ouvrables ;
- décès du conjoint : 6 jours ouvrables ;
- décès d'un enfant, du père ou de la mère : 4 jours ouvrables ;
- décès d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur, des grands-parents, des beaux-parents et des petits-enfants : 3 jours ouvrables.

Les délais de déplacement découlant éventuellement de ces circonstances s'ajouteront à ces congés.

› Hors accident du travail et maladie professionnelle

Les agents statutaires et conventionnés « dans l'incapacité de travailler ont droit, pour la durée de leur incapacité de travail, à leur salaire ou traitement intégral, allocations et avantages de toute nature compris, à l'exclusion des indemnités de fonction et cela à concurrence :

- d'une durée de 365 jours sur une période de 15 mois pour les maladies ou blessures courantes ;
- d'une durée de 3 ans en cas de longue maladie quel qu'en soit le caractère.

Dans le cas où un repos supplémentaire s'avèrerait nécessaire, l'agent intéressé bénéficierait, au-delà de ses 3 ans à salaire ou traitement intégral, de son demi-salaire ou traitement pendant une nouvelle période de 2 années ».



© iStockphoto



© iStockphoto



© iStockphoto

› Absences pour convenances personnelles

Toujours avec l'accord de la hiérarchie et sur justificatif, des autorisations d'absence peuvent être données dans les cas suivants :

- agent féminin ayant un enfant malade ou devant accompagner un enfant en consultation ;
- agent masculin – sans aide – ayant son conjoint malade ou devant accompagner l'un des siens à une consultation ;
- agent devant se rendre, pour une affaire privée, chez un officier ministériel, un fonctionnaire du fisc, etc. ;
- agent membre amateur d'une société sportive ou artistique devant participer à une compétition ou à une répétition.

Une absence inférieure à 2 heures n'entraîne pas de réduction de salaire mais peut, à l'appréciation du chef de service, faire l'objet d'une récupération. Pour une absence plus longue, trois solutions au choix peuvent être adoptées suivant les cas et en raison des nécessités du service : récupération temps pour temps ; imputation sur le congé annuel payé ; si le congé annuel est épuisé, déduction sur le salaire.

› Absences de courte durée des mères de famille, des femmes enceintes et des mères allaitant leur enfant :

- les mères de famille peuvent disposer, jusqu'au 16^e anniversaire de leur dernier enfant, d'une journée de congé tous les deux mois ;
- à partir du 3^e mois de grossesse, les femmes enceintes bénéficient d'une autorisation d'absence, avec maintien de la rémunération, d'une heure par jour. Ces heures peuvent être groupées afin de permettre l'absence par journée complète ou par demi-journée. Ces autorisations sont cumulables avec les autorisations d'absence accordées aux mères de famille ;
- à compter du jour de la naissance et pendant une année, les mères allaitant leurs enfants disposent à cet effet d'une heure par jour avec maintien admis de la rémunération ;
- mères de famille se trouvant dans l'obligation de rester au foyer peuvent obtenir de leur chef de service des autorisations d'absence, sans récupération, lors de la maladie d'un enfant et ce pour des « délais restant dans des limites raisonnables ». L'appréciation sera effectuée par le chef de service.

› Absence à l'occasion de la rentrée scolaire

Les mères de famille peuvent disposer d'une journée ou d'une demi-journée de congé à leur initiative. Cette disposition est cumulable avec des autorisations d'absence de durée limitée accordées localement aux parents qui souhaiteraient accompagner leurs jeunes enfants, le jour de la rentrée scolaire. ■

Assurance et prévoyance

■ Assistance famille en cas d'accident. IDCP

› Définition

Des prestations d'assistance sont prévues en cas d'accident par le contrat IDCP. Elles peuvent être déclenchées après appel préalable de Mutuaide Assistance. Elles comportent :

- des prestations d'assistance à domicile : aide ménagère, garde des enfants de moins de 16 ans, garde et transfert des animaux domestiques, présence d'un proche, livraison de médicaments, assistance psychologique par téléphone ;
- des prestations d'assistance en déplacement : rapatriement médical, retour des enfants de moins de 16 ans, rapatriement en cas de décès, prise en charge de frais médicaux à l'étranger.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés (agent, conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, les enfants à charge) si, *a minima*, l'agent ou son conjoint a souscrit les garanties accidentelles et/ou toutes causes du contrat IDCP.

Constitution du dossier : sur appel auprès de Mutuaide Assistance au 01 45 16 65 88 dans les 8 jours qui suivent la date de l'accident.

› Participation financière

Prestations incluses dans les garanties accidentelles et/ou toutes causes du contrat IDCP.



© Fotolia



© iStockphoto



© iStockphoto

■ Décès accidentel et/ou infirmité permanente partielle ou totale accidentelle. IDCP

› Définition

Versement d'un capital au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) en cas de décès de l'assuré consécutif à un accident garanti ou à l'assuré lui-même lorsqu'il est reconnu en état d'infirmité permanente partielle (IPP) ou totale (IPT).

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés au contrat IDCP qui ont souscrit une garantie accidentelle (agent, conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, enfants à charge et ascendants à charge fiscale).

Constitution du dossier sinistre. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

La cotisation est calculée en pourcentage du salaire annuel ou de la pension annuelle brute de l'agent ou du plafond annuel de la sécurité sociale (Pass) pour les enfants et les ascendants. Ce pourcentage varie en fonction des garanties et des capitaux souscrits.

■ Décès toutes causes. IDCP

› Définition

Versement d'un capital au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) quelle que soit la cause du décès de l'assuré.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés au contrat IDCP qui ont souscrit une garantie toutes causes (agent, conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, enfants à charge et ascendants à charge fiscale).

Constitution du dossier sinistre. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

La cotisation est calculée en pourcentage du salaire annuel ou de la pension annuelle brute de l'agent et du plafond annuel de la Sécurité sociale (Pass). Ce pourcentage varie en fonction des garanties et des capitaux souscrits.

■ Dépendance

› Définition

Ce contrat assure à l'adhérent dépendant (qui ne peut plus accomplir seul les actes de la vie quotidienne) le versement mensuel d'une rente, non imposable, à vie ainsi que des prestations d'assistance 24 h/24 dès l'adhésion.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les agents des IEG, leur conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, leurs ascendants qui ont adhéré au contrat dépendance. Ils peuvent adhérer dès l'âge de 50 ans jusqu'à la veille du 75^e anniversaire.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS ou le cabinet Prevere au 0820 895 116.

■ Hospitalisation par suite d'accident. IDCP

› Définition

Garantie individuelle qui a pour objet le versement d'une indemnité forfaitaire en cas d'hospitalisation de plus de 48 h consécutive à un accident garanti, et ce, dans la limite de 15 jours d'hospitalisation consécutifs ou non. Le délai maximum pour formuler la déclaration est de 30 jours.

› Qui peut en bénéficier ?

L'agent bénéficie automatiquement de la garantie s'il a souscrit une garantie accidentelle et/ou toutes causes. Les enfants à charge, conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, les ascendants, sous réserve d'avoir souscrit cette garantie individuelle en complément des garanties accidentelles et/ou toutes causes.

Constitution du dossier sinistre. Contacter la direction prévoyance assurances de la CCAS.

› Participation financière

Gratuite pour l'agent assuré aux garanties accidentelles et/ou toutes causes du contrat IDCP. Cotisation de 1,1 % du plafond mensuel de la Sécurité sociale pour le conjoint, concubin(e) ou cosignataire d'un pacs, les enfants à charge, l'ascendant à charge fiscale.

■ Invalidité de l'agent assuré. IDCP

› Définition

Versement d'un capital à l'agent assuré lorsque, avant son départ à la retraite, il est mis en situation d'invalidité statutaire ou conventionnelle – ou s'il est reconnu en état d'invalidité absolue et définitive à sa date de mise en inactivité ou au plus tard à son 60^e anniversaire – ou s'il est titulaire d'une carte d'invalidité de 80 % ou plus et qu'il poursuit une activité professionnelle adaptée à son état.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les agents assurés.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

La cotisation est calculée en pourcentage du salaire annuel brut de l'agent.

■ Obsèques

› Définition

Ce contrat garantit le versement d'un capital destiné au financement des obsèques de l'adhérent ainsi que des prestations d'assistance (service de renseignements et d'informations téléphoniques, la résolution de questions administratives et juridiques, le rapatriement du corps s'il y a lieu...).

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les agents, leur conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs et leurs ascendants âgés de 18 à 79 ans.

Constitution du dossier en cas de décès. Contacter votre SLVie ou CMCAS ou le cabinet Prevere au 0 820 895 116.

› Montant de l'aide

Trois niveaux de capital au choix : 1 500 €, 3 000 €, 4 500 € pour régler les frais d'obsèques ; une adhésion, sans formalités médicales, fixée en fonction du capital souscrit et de l'âge au moment de l'adhésion.



© iStockphoto



© Yann Étienne / CCAS



© iStockphoto

■ Rente temporaire d'éducation. IDCP

› Définition

Garantit le service d'une rente temporaire d'éducation au profit de chacun des enfants à charge en cas de décès de l'assuré, quel que soit le nombre d'enfants.

› Qui peut adhérer ?

Tous les agents des IEG, leur conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs.

Constitution du dossier en cas de décès. Contacter la direction prévoyance assurances de la CCAS.

› Participation financière

Pourcentage de cotisation calculé en fonction du salaire annuel de l'agent.

■ Rente viagère de conjoint. IDCP

› Définition

Garantit le service d'une rente viagère au profit du conjoint, partenaire ou concubin survivant en cas de décès de l'assuré.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les agents, leur conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs.

Constitution du dossier en cas de décès. Contacter la direction prévoyance assurances de la CCAS.

› Participation financière

Pourcentage de cotisation calculé en fonction du salaire annuel de l'agent.



© iStockphoto



© iStockphoto



■ Sports d'hiver et loisirs à la montagne

› Définition

Ce contrat couvre les activités de loisir à la montagne en toute saison. Il comprend quatre garanties : responsabilité civile (France et monde), individuelle accident, défense et recours, prestations d'assistance 24 h/24 et 7 j/7. En cas d'accident, il couvre également des frais de secours sur piste ou sur le lieu de l'accident, des frais de recherche et de sauvetage, le remboursement d'un forfait remontées mécaniques d'une durée supérieure à trois jours ou des cours de ski non utilisés par l'assuré.

› Qui peut en bénéficier ?

Les agents, actifs et inactifs, affectés en centres de vacances à la montagne. Les enfants et petits-enfants séjournant avec l'agent.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS ou sur les centres de vacances CCAS.

› Participation financière

Trois formules proposées :

- week-end : 8,48 € TTC / personne et 20,67 € couple ;
- famille séjour : 13,38 € TTC / personne et 29,15 € couple / famille ;
- à l'année : 26,70 € TTC / personne et 43,72 € couple / famille.

Pour en savoir plus, contactez le cabinet Satec au 0 970 809 770.



■ Survenance d'un handicap. IDCP

› Définition

Rente viagère versée au profit de tous les enfants à charge de l'assuré si cet enfant naît ou devient handicapé. La garantie n'est assurée qu'après 6 mois d'assurance au titre du contrat sauf si le handicap résulte d'un accident.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les agents, leur conjoint(e), concubin(e) ou cosignataire d'un pacs.

Constitution du dossier en cas de sinistre. Contacter la direction prévoyance assurances de la CCAS.

› Participation financière

Pourcentage de cotisation calculé sur le salaire annuel de l'agent.

› Montant de la rente

En cas de dépendance partielle – versement de 66 % du montant de la rente choisie, si la garantie complète a été souscrite ; en cas de dépendance totale, versement de 100 % de la rente choisie. Attribution d'un supplément de garantie « abondement dépendance » à la rente dépendance pour les adhérents qui ont atteint certains seuils d'ancienneté au contrat IDCP. Trois options possibles : capital 1^{res} dépenses ; repos de l'aidant ; option d'exonération réservée aux adhésions couple.

› Participation financière

Calculée en fonction de l'âge à l'adhésion, du niveau de rente choisi. 20 % de réduction sur la cotisation la plus élevée en cas d'adhésion couple.

DISPOSITIONS STATUTAIRES

› Invalidité

Les règles applicables ont été modifiées et les trois catégories ont été redéfinies de la manière suivante.

- **1^{re} catégorie** : invalides capables d'exercer une activité rémunérée à temps partiel notamment au sein de la branche IEG. Leur pension d'invalidité est égale à 40 % de leur rémunération principale.
- **2^e catégorie** : invalides absolument incapables d'exercer une activité rémunérée. Leur pension d'invalidité est égale à 75 % de la rémunération principale compte tenu du versement d'un « complément invalidité ».
- **3^e catégorie** : invalides absolument incapables d'exercer une activité rémunérée et dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne au sens de l'article L.341-4 du code de la Sécurité sociale. Leur pension d'invalidité est portée à 75 % de leur rémunération principale et majorée de 40 %.

Le droit à une pension d'invalidité est subordonné à la constatation médicale d'une invalidité réduisant au moins des 2/3 la capacité de travail ou de gain de l'agent. La pension d'invalidité est versée au plus tard jusqu'à l'âge de 60 ans, âge auquel la pension est transformée en pension de vieillesse (ou avant 60 ans si l'agent ouvre droit à pension de vieillesse et réunit les conditions pour bénéficier du taux plein de 75 %).

La pension d'invalidité des trois catégories est cumulable, dans la limite du dernier salaire ayant servi à sa détermination, avec une rente accident du travail/maladie professionnelle (AT/MP), une pension militaire d'invalidité, une pension d'invalidité d'un autre régime, si la cause invalidante n'est pas la même.

› Prestations décès complémentaires (accord de branche du 27 novembre 2008)

Les agents statutaires en activité bénéficient de prestations décès en complément des prestations prévues par le statut national du personnel des IEG et IDCP. Cette couverture complémentaire de branche prévoit des garanties telles que le versement d'un capital décès, le versement d'une rente d'éducation, le versement d'une allocation obsèques. Ces garanties peuvent être perçues par anticipation en cas d'invalidité absolue et définitive.

Pour toute information

- par téléphone : 0 811 744 444.
- par courrier : Quatrem assurances collectives, département opérations clients, service prestations décès, BP 460 09, 75423 Paris Cedex 09.
- <http://prevoyanceieg.quatrem.fr>. ■

Handicap

■ Aide ménagère pour agent en activité

› Définition

Aide financière, dans la limite de 30 heures par mois, pour les agents employant un salarié de service d'aide à la personne, à domicile.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit, les ayants droit, conjoints actifs et pensionnés munis d'une reconnaissance CDAPH (Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) de 50 % au moins.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Barème en vigueur disponible auprès de votre SLVie ou CMCAS.

■ Aide mensuelle à l'enfant handicapé

› Définition

Prestation versée après intervention de la Sécurité sociale, des collectivités locales, de l'aide sociale et dans le cadre d'un projet de vie validé par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH).

› Qui peut en bénéficier ?

Les ayants droit mineurs et/ou majeurs, sans limite d'âge. L'enfant ayant droit est muni d'une reconnaissance CDAPH d'un taux d'incapacité de 50 % au moins.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Sur proposition de la commission solidarité de la CMCAS et validation par son conseil d'administration.

Voir également rubrique Assurance et prévoyance, Survenance d'un handicap. IDCP (p. 25).



© iStockphoto



© Fotolia



© iStockphoto

■ Aide ponctuelle

› Définition

Aide permettant d'assurer des dépenses liées au handicap (petit appareillage, garde d'enfants, hygiène et dépendance, vacances spécialisées, transport).

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvriers droit, les conjoint(e)s ayants droit, concubin(e)s, pacsé(e)s, actifs et inactifs, les enfants ayants droit, munis d'une reconnaissance CDAPH avec un taux d'incapacité de 50 % au moins.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Amélioration de l'habitat

› Définition

Réalisation de travaux d'aménagement et d'adaptation du logement.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvriers droit, les conjoint(e)s ayants droit, concubin(e)s, pacsé(e)s, actifs et inactifs, les enfants ayants droit munis d'une reconnaissance CDAPH avec un taux d'incapacité de 50 % au moins.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestation non soumise à condition de ressources. Son montant est fixé annuellement par la CNAV jusqu'à concurrence de 2 022 € au 01/01/2010 et attribué une fois tous les quatre ans sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Mobilité et autonomie

› Définition

Aide accordée une fois tous les quatre ans, permettant d'assurer les dépenses liées au handicap (équipement d'un véhicule, fauteuil roulant, lit médicalisé, chien guide pour malvoyant, chien d'assistance, installation d'élévateur, hand-bike, équipement pour malvoyant, malentendant).

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit, les conjoint(e)s ayants droit, concubin(e)s, pacsé(e)s, actifs et inactifs, les enfants ayants droit, munis d'une reconnaissance CDAPH avec un taux d'incapacité de 50 % au moins.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestation non soumise à condition de ressource. L'aide peut atteindre jusqu'à concurrence de 2 000 € une fois tous les quatre ans, sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Psychomotricité

› Définition

Aide permettant de financer des séances non prises en charge par la Sécurité sociale ou la mutuelle.

› Qui peut en bénéficier ?

Les ouvrants droit, les conjoint(e)s ayants droit, concubin(e)s, pacsé(e)s, actifs et inactifs, les enfants ayants droit. La reconnaissance CDAPH n'est pas exigée.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Cette prestation n'est pas soumise à condition de ressources. Elle peut atteindre jusqu'à concurrence de 1 000 €/an sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Téléassistance / téléinformation

Voir p. 16.

■ Placement des bénéficiaires en situation de handicap

Adhérente au Comité de coordination de l'action en faveur des personnes handicapées (CCAH), la CCAS participe financièrement chaque année à la création ou à l'extension d'établissements spécialisés. Ce partenariat autorise des possibilités de placement des bénéficiaires sur l'ensemble du réseau CCAH en France.

Contacter votre SLVie ou CMCAS.

■ Maison départementale des personnes handicapées

La loi du 11 février 2005 crée un lieu unique destiné à faciliter les démarches des personnes en situation de handicap : la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Elle offre, dans chaque département, un accès unifié aux prestations et droits prévus pour les personnes, enfants et adultes, handicapées.

Ses missions sont les suivantes :

- informer et accompagner les personnes handicapées et leur famille dès l'annonce du handicap et tout au long de son évolution,
- mettre en place et organiser l'équipe pluridisciplinaire qui évalue les besoins de la personne sur la base du projet de vie et propose un plan personnalisé de compensation du handicap,
- assurer l'organisation de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) et la mise en œuvre et le suivi de ses décisions ainsi que la gestion du fonds départemental de la compensation du handicap,
- recevoir toutes les demandes de droits ou de prestations qui relèvent de la compétence de la Commission des droits et de l'autonomie.

La loi introduit le droit à compensation des conséquences du handicap et la CDAPH est chargée d'allouer les moyens financiers de cette compensation au travers d'une nouvelle prestation de compensation du handicap (PCH). La PCH vise à financer les aides humaines et/ou techniques nécessaires.

■ 1 % logement

Il existe un prêt et/ou une subvention Ciligère pour des travaux d'adaptation du logement (installation de rampe, garde-corps, ascenseur, etc.) aux besoins des personnes handicapées.

› Qui peut en bénéficier ?

Les salariés, propriétaires ou locataires handicapés, ou ayant à charge, dans le logement, une personne handicapée, sans condition d'âge ou d'ancienneté.

Constitution du dossier. Contacter votre conseiller Ciligère.

› Montant de l'aide

Jusqu'à 16 000 € dans la limite de 50 % du coût des travaux spécifiques lorsqu'ils sont combinés avec une opération d'accession et/ou d'amélioration ; dans la limite de 60 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources inférieures aux plafonds PAS. Cette demande doit être présentée dans les trois mois qui suivent l'achèvement des travaux. L'aide est cumulable avec un prêt à taux zéro, un prêt d'accession, un prêt pass-travaux. Durée maximale du prêt : 10 ans. Taux : 1,5 % TEG hors assurance facultative, sans frais de dossier.

Sous forme de subvention, les travaux doivent obtenir un avis préalable favorable de l'un des organismes suivants : AFM, ALGI, AFP, CICA, CNPSA, UNISDA, PACT-ARIM.

■ Aide de l'employeur (via la commission d'attribution) pour compenser les frais liés au handicap

La commission d'attribution des aides individuelles est chargée d'étudier les demandes de financement d'aides humaines et/ou techniques émanant de salariés en situation de handicap. Les demandes sont transmises par l'assistant(e) social(e) ou le correspondant handicap de l'unité. Les aides accordées complètent les financements de droit commun et revêtent un caractère exceptionnel. Leur montant varie en fonction des spécificités de chaque situation examinée. Pour bénéficier d'une ou plusieurs aides, le salarié doit impérativement entrer dans la catégorie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi telle que définie par l'article L. 5212-2 du code du travail.

L'aide est considérée comme un complément de rémunération et, à ce titre, cotisable et fiscalisable. Cependant, s'agissant d'une aide versée à la suite des aides financées dans le cadre de la loi du 11/02/2005 et compte tenu de son caractère exceptionnel, elle pourra être déduite des cotisations sociales.



■ Les prestations de la Caisse d'allocations familiales

Pour bénéficier d'un droit non couvert par les IEG, il faut s'adresser à la CAF de son département, muni d'une attestation de l'employeur précisant qu'il ne verse pas cette prestation.

► Solidarité et insertion

- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé.
- Allocation aux adultes handicapés.

DISPOSITIONS STATUTAIRES

► Absence des parents d'enfants handicapés

Ces autorisations d'absence doivent permettre aux parents d'enfants handicapés de faire face à leurs obligations et notamment, d'assister l'enfant et de lui rendre visite en cas d'éloignement.

Une absence rémunérée d'une demi-journée par mois est autorisée. Selon les modalités suivantes :

- seule la mère est agent statutaire : 12 jours d'absence rémunérés dans l'année ;
- seul le père est agent statutaire : 6 jours d'absence rémunérés par an ; 12 jours s'il assure seul la charge de l'enfant ;
- les deux parents sont agents statutaires : la mère dispose de 12 jours rémunérés, le père de 6 jours rémunérés. ■

Hospitalisation

■ Chambre particulière

› Définition

Supplément pour chambre individuelle en établissement hospitalier.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés sociaux couverts par la Camieg.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Aide forfaitaire journalière de 60 € maximum par journée d'hospitalisation. Lorsque cette aide ne couvre pas la totalité de la facture acquittée, une prise en charge totale ou partielle du reste à charge peut être attribuée, sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Forfait hospitalier

› Définition

Forfait de 18 € par jour en hôpital ou en clinique depuis le 1^{er} janvier 2010 et de 13,50 € par jour pour les services psychiatriques.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés sociaux couverts par la Camieg.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prise en charge intégrale.

■ Garde à domicile

Voir p. 41.



■ Incapacité temporaire

› Définition

Aide, à la suite d'une hospitalisation, correspondant au besoin ponctuel d'une tierce personne pour accomplir les actes de la vie quotidienne.

› Qui peut en bénéficier ?

Les agents en activité, les ayants droit sans activité professionnelle ou disposant de faibles ressources (< à 130 fois le smic horaire).

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prise en charge jusqu'à 40 heures d'aide à domicile et par an.

■ Lit d'accompagnement

› Définition

Remboursement forfaitaire du lit dédié à l'accueil d'un proche du parent hospitalisé.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les assurés sociaux couverts par la Camieg, sans limite d'âge.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

18 €/jour. ■

Logement

■ Accession. 1 % logement

› Définition

Acquisition d'un logement, le plus souvent, une résidence principale, à l'aide d'un emprunt.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout agent statutaire ou conventionné en activité.

› Montant de l'aide

Cilgère développe un service d'aides et de conseil en financement pouvant intégrer les prêts 1 % logement s'il y a lieu.

<http://www.cilgere.fr/espace-salaries>

■ Aide exceptionnelle au logement (accord EDF SA)

› Définition

Aide à l'accès au logement et aide au logement pour les nouveaux embauchés statutaires d'EDF SA.

› Qui peut en bénéficier ?

Les jeunes agents occupant un emploi assujetti à une astreinte, les jeunes agents d'exécution, les jeunes agents de maîtrise, les cadres débutants, les familles monoparentales ayant des difficultés financières pour se loger.

› Montant et/ou nature de l'aide

Écrêtement de loyer dans le cas d'assujettissement à l'astreinte ; versement d'indemnités annuelles sur 5 ans pour les jeunes agents d'exécution ou sur 4 ans pour les jeunes agents de maîtrise ; attribution d'une indemnité d'installation de 1,5 mois à 3 mois de salaire selon la localisation géographique pour les cadres débutants.

Contactez votre entité RH.

■ Amélioration de l'habitat

Voir p. 40.

■ Location. 1 % logement

› Définition

Recherche d'un logement à louer.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout agent statutaire ou conventionné en activité.

› Nature et montant de l'aide

Cilgère propose une offre locative dans tous les parcs : social, privé, intermédiaire et libre. Elle met à la disposition des agents différentes aides : avance gratuite, caution, dépôt de garantie pour favoriser leur accès à la location d'un logement.

<http://www.cilgere.fr/espace-salaries>

■ Mobilité. 1 % logement

› Définition

Changement d'emploi, mutation, la mobilité professionnelle oblige parfois à déménager. Trouver un nouveau logement, en location ou à acheter est un facteur de réussite dans une opération de mobilité.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout agent statutaire ou conventionné en activité.

› Nature et montant de l'aide

Cilgère met à disposition un service global d'accompagnement, des aides individuelles, des prêts relais, des prêts aux locataires destinés à alléger un budget du coût supplémentaire de logement.

<http://www.cilgere.fr/espace-salaries>

■ Salariés en difficulté. 1 % logement

› Définition

Des difficultés financières exceptionnelles peuvent mettre en péril le maintien dans le logement. Des dispositifs d'accueil, d'orientation et d'aide sont accessibles.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout agent statutaire ou conventionné en activité.

› Nature et montant de l'aide

Suivi social, reports d'échéance, prêt de refinancement, prêts aux locataires.

<http://www.cilgere.fr/espace-salaries>



© Fotolia



© iStockphoto

■ Travaux. Prêt pass-travaux. 1 % logement

› Définition

Pour financer des travaux y compris des travaux relevant de la copropriété, réalisés par des professionnels, de rénovation et d'embellissement de la résidence principale. Cette aide est cumulable avec un prêt d'accèsion à la propriété.

› Qui peut en bénéficier ?

Tous les salariés locataires ou propriétaires ; les préretraités et les retraités depuis moins de 5 ans.

› Montant de l'aide

100 % des travaux jusqu'à 8 000 € (ou 9 600 € selon les revenus imposables), sur présentation des factures de l'entreprise ; à réception de la déclaration d'achèvement des travaux ou remise des clefs dans le neuf. Taux d'intérêt : 1,5 % TEG l'an. Pas de frais de dossier.

<http://www.cilgere.fr/espace-salaries>

■ Les prestations de la Caisse d'allocations familiaales

Pour bénéficier d'un droit non couvert par les IEG, il faut s'adresser à la CAF de votre département, muni d'une attestation de l'employeur précisant qu'il ne verse pas cette prestation.

- allocation de logement,
- aide personnalisée au logement,
- prime de déménagement,
- prêt à l'amélioration de l'habitat si au moins une prestation est servie.

DISPOSITIONS STATUTAIRES

› Accession à la propriété

Des prêts pour accéder à la propriété sont réservés aux agents statutaires titulaires qui souhaitent acquérir une résidence principale dans un périmètre compatible avec leur lieu de travail. Ces prêts peuvent être également accordés pour la réparation ou l'amélioration de la résidence principale. Ils sont octroyés par le Crédit immobilier de France dans le cadre d'un partenariat conclu avec EDF, Gaz de France, RTE et GRT Gaz.

Ce partenariat prévoit :

- une aide de base soit un prêt bonifié (B ou S) dont le montant est fonction de la situation familiale et professionnelle ;
- une possibilité de prêt complémentaire à taux fixe ou variable ;
- pas de frais de dossier, pas de pénalité en cas de remboursement anticipé, pas de domiciliation des revenus ;
- une assurance couvrant les risques invalidité-décès doit être obligatoirement souscrite.

Pour plus de renseignements, contacter votre entité RH ou votre interlocuteur accession à la propriété (IAP).

N° azur : 0 810 282 930 ou 01 42 68 44 19 (du lundi au vendredi de 8 h 30 à 18 h 30).

Intranet <http://interdap.edfgdf.fr>

› Aides à la mobilité

- Les agents devant déménager pour occuper un nouvel emploi peuvent bénéficier d'une aide individualisée au logement (AIL) versée mensuellement.
- Les agents qui recherchent un logement locatif pourront notamment se faire aider par un prestataire externe rémunéré par les entreprises.
- Dans certains cas, dans les zones où il n'existe pas de marché locatif et dans lesquelles les entreprises ont conservé un parc de logements, un logement peut être mis à la disposition de l'agent mobile.
- Les aides du 1 % logement sont accessibles aux bénéficiaires de l'AIL sous certaines conditions.
- **Contactez votre entité RH.**

› Autres

- À l'occasion d'un déménagement, l'agent peut bénéficier d'une journée d'absence payée.
- Victime d'un sinistre (incendie, inondation), l'agent bénéficie d'une absence payée ; cette absence, avec maintien de la rémunération, peut dépasser la journée.
- **Contactez votre entité RH. ■**

Pensionnés

■ Aide ménagère à domicile

› Définition

Aide financière pour les pensionnés employant un salarié de service d'aide à la personne à domicile. Accordée sur présentation d'un certificat médical. Lorsque les prestataires de service ne peuvent répondre aux besoins, il est possible de faire appel à une femme de ménage.

› Qui peut en bénéficier ?

Les pensionnés des IEG d'au moins 55 ans (pensions d'ancienneté, d'invalidité) et leur conjoint(e) à charge âgé(e) d'au moins 55 ans. Les pensionnés de tous ordres des IEG, titulaires d'un avantage de droit indirect (pension de réversion), âgés d'au moins 55 ans, sous réserve de ne pas bénéficier d'une pension personnelle versée par un autre régime, au titre de l'assurance vieillesse, quel qu'en soit le montant.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestation soumise à condition de ressources pouvant financer jusqu'à 30 heures par mois.





© iStockphoto



© iStockphoto



© iStockphoto

■ Amélioration de l'habitat

› Définition

Aide au financement de travaux d'aménagement et d'adaptation du logement favorisant exclusivement le maintien à domicile.

› Qui peut en bénéficier ?

Les pensionnés des IEG d'au moins 55 ans (pensions d'ancienneté, d'invalidité) et leur conjoint(e) à charge âgé(e) d'au moins 55 ans. Les pensionnés de tous ordres des IEG, titulaires d'un avantage de droit indirect (pension de réversion), âgés d'au moins 55 ans, sous réserve de ne pas bénéficier d'une pension personnelle versée par un autre régime, au titre de l'assurance vieillesse, quel qu'en soit le montant.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestation soumise à condition de ressources. Son montant est fixé annuellement par la CNAV, 2 022 € au 1^{er} janvier 2010 et attribué une fois tous les 5 ans. Aide versée sur proposition de la commission solidarité de votre CMCAS et validation par son conseil d'administration.

■ Don au centenaire

› Définition

Don remis au bénéficiaire lors d'une rencontre avec la famille dans le cadre du lien de proximité avec la SLVie ou la CMCAS.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout bénéficiaire entrant dans sa centième année.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Le montant maximum est fixé à 260 €.

■ Garde à domicile

› Définition

Personne assurant la surveillance et les soins à apporter à un patient sortant de l'hôpital et/ou dont les proches sont momentanément absents. Les activités sociales peuvent assurer une prise en charge limitée à 6 mois par demande et par année civile.

› Qui peut en bénéficier ?

Les pensionnés des IEG d'au moins 55 ans (pensions d'ancienneté, d'invalidité) et leur conjoint(e) à charge âgé(e) d'au moins 55 ans. Les pensionnés de tous ordres des IEG, titulaires d'un avantage de droit indirect (pension de réversion), âgés d'au moins 55 ans, sous réserve de ne pas bénéficier d'une pension personnelle versée par un autre régime, au titre de l'assurance vieillesse, quel qu'en soit le montant.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Participation, selon le coefficient social, fixée à 80 % de la dépense engagée dans une limite annuelle maximale de 1 430 € par personne et par trimestre en 2010.

■ Hébergement temporaire

› Définition

Cette aide a vocation à prendre en charge une partie du coût d'un séjour dans un établissement assurant un hébergement temporaire, de quelques jours à quelques semaines, suite à une hospitalisation, à l'absence momentanée de la ou les personnes aidantes, de travaux dans le logement d'habitation principale.

› Qui peut en bénéficier ?

Les pensionnés des IEG d'au moins 55 ans (pensions d'ancienneté, d'invalidité) et leur conjoint(e) à charge âgé(e) d'au moins 55 ans. Les pensionnés de tous ordres des IEG, titulaires d'un avantage de droit indirect (pension de réversion), âgés d'au moins 55 ans, sous réserve de ne pas bénéficier d'une pension personnelle versée par un autre régime, au titre de l'assurance vieillesse, quel qu'en soit le montant.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Soumise à condition de ressources, cette prestation est limitée à une prise en charge correspondant à 20 jours/an.



■ Secours à l'hébergement

› Définition

Aide réservée aux pensionnés placés dans des établissements collectifs non agréés par l'aide sociale et dont les ressources sont insuffisantes pour couvrir les frais d'hébergement.

› Qui peut en bénéficier ?

Les pensionnés IEG, conventionnés inactifs, ouvrants droit, et ayants droit âgés d'au moins 55 ans, sous réserve de ne pas bénéficier d'une pension personnelle versée par un autre régime, au titre de l'assurance vieillesse, quel qu'en soit le montant. Les ouvrants droit et ayants droit conjoints à charge, sans condition d'âge, atteints de la maladie d'Alzheimer.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Montant de l'aide

Prestation soumise à condition de ressources, son montant varie de 100 € à 600 €.

■ Téléassistance / téléinformation

Voir p. 16. ■

Vacances

■ Affectation prioritaire

› Définition

Réservée, en période rouge, aux personnes en situation de handicap, tout type de handicap, et/ou rencontrant des difficultés sociales.

› Qui peut en bénéficier ?

Pour un séjour en famille, tout agent statutaire et conventionné, les ouvrants droit et ayants droit, enfants en âge scolaire, les conjoints ayants droit, concubin(e)s, pacsé(e)s, actifs et inactifs.

Constitution du dossier. Le dossier d'affectation prioritaire est établi avec votre CMCAS qui transmet auprès de la direction santé action sanitaire, sociale et solidarité.

› Participation financière

En fonction du coefficient social.

■ Affectation vacances pour personne à mobilité réduite. Code violet

› Définition

Place réservée aux personnes à mobilité réduite, dans des logements adaptés, en période rouge.

› Qui peut en bénéficier ?

L'ouvrant droit à mobilité réduite, le conjoint(e), concubin(e), pacsé(e) à mobilité réduite, les autres ayants droit à mobilité réduite inscrits sur l'attestation carte Activ !

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social.

■ Alzheimer, séjour malade et aidant

› Définition

Séjour réservé aux malades atteints de la maladie d'Alzheimer et leur(s) aidant(s), en maison familiale, pension complète.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout bénéficiaire ouvrant droit et ayant droit.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

Pas d'inscription par internet.

› Participation financière

En fonction du coefficient social tant pour le malade que l'aidant.

■ Séjours bleus

› Définition

Les séjours bleus sont organisés d'octobre à avril afin de rompre l'isolement et de répondre au besoin de lien social durant la période hivernale. Il est nécessaire d'être autonome dans tous les actes de la vie quotidienne. Une fiche de liaison sera établie pour organiser le séjour dans les meilleures conditions possibles.

› Qui peut en bénéficier ?

Tout pensionné ouvrant droit et ayant droit aux activités sociales, les enfants à charge en situation de handicap, sous condition dérogatoire.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social. La commission solidarité de votre CMCAS peut apporter une aide.



© Yann Étienne / CCAS



© Charles Crié / CCAS

■ Séjours en famille avec moments d'accompagnement

› Définition

Dans le cadre d'un séjour familial, faire participer une personne en situation de handicap à une activité hors la présence de sa famille.

› Qui peut en bénéficier ?

Les familles dont l'un des leurs est en situation de handicap.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social.

■ Séjours pluriels, adultes

› Définition

Séjour de vacances où coexistent personnes en situation de handicap et autres vacanciers.

› Qui peut en bénéficier ?

Les bénéficiaires adultes en situation de handicap.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social.



© iStockphoto



© Charles Crié / CCAS



© Xavier Zimbardo / CCAS



© iStockphoto

■ Séjours pluriels, enfants

› Définition

Séjour de vacances en France ou à l'étranger parmi et avec d'autres jeunes.

› Qui peut en bénéficier ?

Les bénéficiaires mineurs en situation de handicap.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social.

■ Séjours soutien temporaire

› Définition

Séjour d'1 à 3 mois au plus réservé aux personnes en convalescence, en attente de placement dans un établissement spécialisé, aux agents en difficulté sociale, aux familles ayant la charge d'un agent en inactivité qui ne peut rester seul. La réservation est effectuée dans les trente jours qui précèdent le séjour.

› Qui peut en bénéficier ?

Les bénéficiaires adultes des activités sociales.

Constitution du dossier. Contacter votre SLVie ou CMCAS.

› Participation financière

En fonction du coefficient social. La commission solidarité de votre CMCAS peut également apporter une aide. ■

Vos CMCAS

Agen	05 53 69 13 70
Alençon	02 33 32 44 96
Angoulême	05 45 61 59 90
Anjou - Maine	02 43 24 34 11
Ardennes - Aube - Marne	03 26 04 94 31
Aude - Pyrénées-Orientales	04 68 10 33 10
Avignon	04 90 13 25 32
Bayonne	05 59 58 68 68
Berry - Nivernais	02 48 50 85 90
Bourgogne	03 85 93 74 48
Bourg-en-Bresse	04 74 32 38 00
Caen	02 31 43 47 07
Cahors	05 65 20 61 80
Cayenne	05 94 29 91 40
Chartres - Orléans	02 38 54 70 00
Cherbourg	02 33 20 20 21
Clermont-Ferrand - Le Puy	04 73 34 55 69
Corse	04 95 29 47 70
Dauphiné - Pays de Rhône	04 76 20 80 80
Essonne	01 64 97 43 50
Finistère - Morbihan	02 98 52 04 44
Franche-Comté	03 81 21 19 40
Gap	04 92 40 33 90
Gironde	05 57 01 89 89
Guadeloupe	05 90 41 90 20
Haute Bretagne	02 96 62 42 00
Haute-Normandie	02 35 73 83 88
Hauts-de-Seine	01 49 01 43 48
La Rochelle	05 46 00 54 30
Languedoc	04 67 69 87 80
Limoges	05 55 44 22 88
Littoral Côte d'Opale	03 21 10 33 80
Loire	08 10 34 53 20

Loire-Atlantique - Vendée	02 40 41 86 41
Lorraine Sud - Haute-Marne	03 83 36 89 61
Lyon	04 72 83 31 00
Marseille	04 96 21 59 06
Martinique	05 96 59 21 10
Metz EDF	03 87 56 60 35
Metz Régie	03 87 34 44 44
Montluçon	04 70 03 54 70
Moulins - Vichy	04 70 20 73 20
Mulhouse	03 89 46 78 56
Nice	04 92 00 85 20
Niort	05 49 09 91 90
Nord - Pas-de-Calais	03 20 21 54 85
Paris	01 53 38 00 53
Pau	05 59 72 88 00
Pays de Savoie	04 50 65 38 65
Périgueux	05 53 06 40 48
Picardie	03 22 45 13 67
Poitiers	05 49 44 29 70
Réunion	02 62 41 71 91
Rodez	05 65 67 03 46
Saint-Martin-de-Londres	04 67 67 07 54
Saint-Pierre-et-Miquelon	05 08 41 42 09
Seine-et-Marne	01 64 41 53 60
Seine-Saint-Denis	01 49 34 29 55
Strasbourg - Sélestat	03 88 37 66 00
Thionville	03 82 55 52 77
Toulon	04 98 00 43 50
Toulouse	08 25 81 98 18
Tours - Blois	02 47 48 50 16
Tulle - Aurillac	05 55 20 22 84
Val-de-Marne	01 48 08 98 80
Val-d'oise	01 30 31 47 84
Valence	04 75 78 15 00
Valenciennes	03 27 23 24 66
Yvelines	01 39 63 10 52

■ En cas de besoin,
vous pouvez solliciter
votre SLVie, votre CMCAS
et/ou le n° vert social
0 800 945 965



Caisse centrale d'activités
sociales de Personnel des Industries
Électriques et Gazières

www.ccas.fr



**Caisse centrale d'activités sociales
du personnel des industries électrique et gazière**

Immeuble René-Le Guen

8, rue de Rosny - BP 629 - 93104 Montreuil Cedex

Tél. : 01 48 18 60 00 - Fax : 01 48 57 21 70